

Plus ils sont nombreux, et plus ils préfèrent l'islam à la France !



Des manifestants participant à la marche contre l'islamophobie, le 10 novembre 2019 à Paris, près de la gare du Nord. (KARINE PIERRE / HANS LUCAS / AFP)

Un sondage IFOP, réclamé par l'Institut Montaigne et publié le 18 septembre 2016, indiquait que 28 % de l'ensemble des musulmans vivant dans les quartiers périphériques des grandes agglomérations voulaient imposer l'islam comme support de la société française, donc vivre en marge de la République et pratiquer « la charia ».

Ils affirmaient que l'islam était le support de leur révolte et que cette révolte allait jusqu'à la rupture, la violence et l'antisémitisme.

Et 50 % de ces 28 % avaient moins de 25 ans.

En résumé, selon ce sondage, un Français musulman sur deux était « radicalisé », ou en voie de l'être, même s'il ne connaissait pas grand-chose de sa religion et ne fréquentait même pas une mosquée.

Ces 50 % de jeunes de moins de 25 ans souhaitaient que les familles musulmanes « qu'ils fonderont demain » soient

islamisées.

Suite à ce sondage, le conseiller d'État, Thierry Tuot, affirmait que *« l'islamisme était la revendication publique de comportements sociaux présentés comme des exigences divines faisant irruption dans le champ public et politique. »*

Un second sondage, réalisé au printemps 2016 par l'Offre (Observatoire du fait religieux dans les entreprises) révélait que 2 dirigeants sur 3 notaient des durcissements des comportements religieux dans l'espace de travail et que 95 % de ces cas étaient d'origine musulmane.

Un dernier et tout récent sondage, réclamé à l'Ifop par, notamment, la fondation Jean-Jaurès, et publié le 2 septembre 2020, indiquait que 74 % des Français musulmans de moins de 25 ans mettaient *« l'islam avant la République »*, alors qu'ils n'étaient, comme nous venons de le constater, que 50 % en septembre 2016. Donc une très forte progression qui explique la situation dramatique que nous vivons actuellement.

Or, et ce n'est pas nous qui l'indiquons mais le quotidien algérien TSA, il y aurait environ 5 millions d'Algériens en France aujourd'hui (auxquels il faut ajouter, bien entendu, les Marocains, les Tunisiens et les musulmans des autres pays).

Des dizaines de milliers pénètrent en France chaque nouvelle année, clandestinement ou par *« droit d'asile »* et, en très grande majorité, ils ont moins de 25 ans, même s'ils sont loin d'être tous des *« mineurs isolés »* et ils viennent donc s'ajouter à ces 74 % qui, déjà, mettent *« l'islam avant la République »*.

Combien sera ce pourcentage lors d'un prochain sondage, en 2022 par exemple ?

Il est des questions que l'on est en droit de se poser, même si *« se les poser »* c'est déjà y répondre.

Il est impératif, tant que les jeunes musulmans islamistes radicaux, ces 74 % actuels qui veulent imposer « la charia » contre les lois et valeurs républicaines, n'auront pas rencontré « la France », d'empêcher toute nouvelle immigration.

En ce qui concerne les rares « réfugiés » qui réellement pourraient bénéficier du droit d'asile, « parce que leurs pays sont en guerre et que leurs existences sont menacées », il ne faut pas être aveugle pour comprendre que s'ils choisissent l'Europe, et plus particulièrement l'Allemagne et la France, c'est uniquement pour des raisons économiques et sociales car, si ce n'était pas le cas, pourquoi ne demanderaient-ils pas ce droit d'asile à des pays musulmans, des pays qui pratiquent la même religion, comme l'Algérie, le Maroc, la Tunisie par exemple ? Ces pays ne sont-ils pas renommés pour leur hospitalité légendaire ?

Si ces « réfugiés » n'y vont pas c'est parce qu'ils n'y trouveraient aucun intérêt économique, ni assistance sociale.

Car ces pays du Maghreb ne pourraient leur procurer ni l'un, ni l'autre.

C'est donc bien pour raisons uniquement économiques et sociales qu'ils se dirigent vers l'Allemagne et la France.

Bien entendu je n'implique pas dans ces pays musulmans susceptibles de les accueillir, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats, etc. Eux n'en veulent pas et pourtant Dieu sait qu'ils ont besoin d'esclaves... pardon, je voulais dire de main-d'œuvre.

Quant aux centaines de milliers d'autres, les clandestins, la Turquie leur est ouverte. Ils viennent grossir les rangs de ces trois millions déjà en place qui servent de « monnaie de chantage » au dictateur Erdogan, quand il menace d'ouvrir les « vannes » et de les déverser sur l'Europe, si nous ne soumettons pas à ses ambitions.

Manuel Gomez